

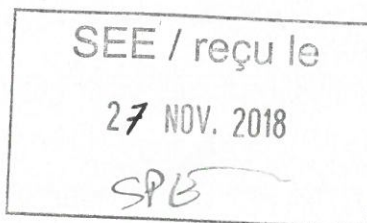


Réseau

SPE/ Arrivé le :

27 NOV. 2018

N° 1372



Lille, le 21/11/2018

**DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE**  
**TERRITOIRE NORD EST NORMANDIE**  
**INFRAPOLE NORD/PAS DE CALAIS**  
449, Avenue WILLY Brandt - 59777 EURALILLE  
Affaire suivie par :  
Eric WACOGNE  
Chef de Projet Opérationnelle – Bureau 550 – Aile EST Perspective  
☎ FT: +33 (0)3 62 13 59 32 (SNCF 230 932)  
E-mail : [eric.wacogne@reseau.sncf.fr](mailto:eric.wacogne@reseau.sncf.fr)

Direction départementale des territoires et de la mer  
du Nord (DDTM)  
Service Eau et Environnement  
Cellule Police de L'Eau  
62, Boulevard de Belfort – CS 90007  
59042 LILLE Cedex

Réf: Pôle IT\_CPO OA/OT n° F48156

**OBJET** : Dossier de déclaration loi sur l'eau relatif à la réhabilitation d'un ouvrage SNCF au Km20.032 à Nomain sur la ligne de Fives/Hirson

Madame Céline WOLICKI,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joints, pour instruction, 3 exemplaires du dossier loi sur l'eau concernant l'opération reprise en objet.

L'élaboration du dossier de la loi sur l'eau a été rédigé par le bureau d'étude NOX pour la réalisation du projet de SNCF Réseau au 2ème trimestre 2019.

Vous en souhaitant bonne réception, nous restons à votre disposition pour toute demande complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes respectueuses salutations.

P.J : 3 exemplaires papiers du dossier loi sur l'eau





PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
LE REMPLACEMENT DE L'OUVRAGE PR 20+032  
COMMUNE DE NOMAIN

DOSSIER N° 59-2019-00002  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE  
Le préfet du NORD  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Scarpe aval, approuvé le 12/03/2009 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 03 janvier 2019, présenté par SNCF Réseau, enregistré sous le n° 59-2019-00002 et relatif au : REMPLACEMENT DE L'OUVRAGE PR 20+032 SUR LA COMMUNE DE NOMAIN ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**SNCF PRI NORD PAS DE CALAIS  
100, boulevard de Turin  
Tour de Lille  
59777 EURALILLE**

concernant :

**LE REMPLACEMENT DE L'OUVRAGE PR 20+032**

dont la réalisation est prévue dans la commune de NOMAIN.

es ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 03 mars 2019**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Dans ce cas, si vous entendez contester la décision d'opposition tacite, vous devez, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle est née la décision d'opposition tacite, conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de NOMAIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;  
2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le

17 JAN. 2019

Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de l'Unité Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

#### **PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

## ANNEXE

### LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 13 février 2002 (3.1.3.0)
- Arrêté du 28 novembre 2007 (3.1.2.0)

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

PE-364

Monsieur le directeur  
de SNCF – PRI NORD PAS DE-CALAIS

100 boulevard de Turin – Tour de Lille  
Bureau 404

59777 EURALILLE

Lille, le 02 AVR. 2019

Monsieur le directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, relatif au « **remplacement de l'ouvrage d'art PR20+032 sur la commune de Nomain (Nord)** », pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 17 janvier 2019, je vous informe que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Cet accord est basé sur le dossier reçu le 27 novembre 2018 et complété les 03 janvier 2019 et 15 mars 2019.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti, **préalablement**, de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer cette date sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Nomain pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L514 6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

.../...

.../...

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre II du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, etc...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de ce dossier D-59-2019-00002, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03 28 03 84 00 – annabelle.capendu@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'adjointe à la responsable  
du Service Eau Environnement,



LUCIE LAVOGIEZ

P. J. : Imprimé de début/fin de travaux

Copie à Monsieur le responsable de la Délégation Territoriale du Douaisis-Cambrésis

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 06 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h-12h30 – 13h30-17h  
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 10  
62 boulevard de Belfort -CS 90007 - 59042 LILLE Cédex





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Service eau environnement

Unité police de l'eau

## Imprimé de déclaration de début et fin de travaux

à envoyer impérativement au service de Police de l'eau

### SNCF – PRI NORD PAS DE-CALAIS

100 boulevard de Turin – Tour de Lille - Bureau 404  
59777 EURALILLE

à l'attention de Monsieur WACOGNE

### « Remplacement d'un ouvrage d'art PR20+032 à Nomain (Nord) »

#### Dossier Loi sur l'Eau D-59-2019-00002

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare<sup>1</sup> :

==> avoir démarré les travaux à la date du \_\_\_\_\_, (1<sup>er</sup> envoi de cet imprimé)

==> avoir terminé les travaux à la date du \_\_\_\_\_, (2<sup>ème</sup> envoi de cet imprimé)

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.

A retourner dûment complété, daté et signé à :

↳ DDTM du Nord  
Service Eau Environnement – Unité Police de l'Eau  
62 boulevard de Belfort - CS 90007  
59042 LILLE Cédex

1 Déclaration à faire au démarrage, ainsi qu'à chaque reprise après interruption des travaux.

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h-12h30 – 13h30-17h  
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 10  
62 boulevard de Belfort - CS 90007 - 59042 LILLE Cédex



PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

PE-365

Monsieur le maire de Nomain

23 rue Jean Lebas  
59310 NOMAIN

Lille, le 02 AVR. 2019

Monsieur le maire,

Conformément à l'article R214-37 du code de l'environnement, je vous transmets un exemplaire du dossier de déclaration déposé le 27 novembre 2018 et complété les 03 janvier 2019 et 15 mars 2019 par la SNCF. Il s'agit du « **remplacement de l'ouvrage d'art PR20+032** » à proximité de la Ferme du Chapitre au Sud de votre commune.

Je vous joins également une copie du récépissé et de la notification de l'accord adressés au directeur de la SNCF, pour affichage en votre mairie durant une période de 1 mois minimum.

À l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins 6 mois.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de ce dossier D-59-2019-00002, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03 28 03 84 00 – [annabelle.capendu@nord.gouv.fr](mailto:annabelle.capendu@nord.gouv.fr)).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'adjointe à la responsable  
du Service Eau Environnement,



Lucie LAVOGIEZ

P. J. : Un dossier, un récépissé et un accord

Copie à Monsieur le responsable de la Délégation Territoriale du Douaisis-Cambrésis



PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

PE-366

CLE du SAGE Scarpe Aval

Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut  
Maison du Parc  
357 rue Notre Dame d'Amour  
59731 SAINT-AMAND-LES-EAUX Cédex

Lille, le 02 AVR. 2019

Monsieur le président,

Je vous transmets un exemplaire du dossier de déclaration déposé le 27 novembre 2018 et complété les 03 janvier 2019 et 15 mars 2019 par la SNCF. Il s'agit du « **remplacement de l'ouvrage d'art PR20+032 sur la commune de Nomain (Nord)** ».

Je vous joins également une copie des récépissé et courrier de notification adressés au directeur de la SNCF. Il sera procédé à un affichage en mairie de Nomain durant au moins 1 mois et une mise à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins 6 mois.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de ce dossier D-59-2019-00002, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03 28 03 84 00 – annabelle.capendu@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'adjointe à la responsable  
du Service Eau Environnement,



Lucie LAVOGIEZ

P. J. : Un dossier, un récépissé et un accord

Copie à Monsieur le responsable de la Délégation Territoriale du Douaisis-Cambrésis

